

# CANADA-REVUE

SUITE DU CANADA ARTISTIQUE

POLITIQUE — LITTÉRATURE — THÉÂTRE — BEAUX-ARTS

VOL. II

FEVRIER, 1891

No. 2

## LE 5 MARS

Dans quelques jours à peine, le peuple, réuni dans ses comices, va décider par son vote auquel des deux partis politiques qui se disputent le pouvoir il entend confier ses destinées. Rarement plus qu'aujourd'hui, ce grand acte de la vie publique n'a demandé à être exercé avec plus de sérieux, de conscience et de discernement. Car les questions qui vont être résolues par les élections du 5 mars ont pour l'avenir de notre pays une importance capitale, et doivent exercer la plus sérieuse influence sur ses progrès et sur sa prospérité.

Les Conservateurs qui suivent fidèlement leur vieux chef, sir John A. Macdonald, sont pour le maintien de ce qu'ils appellent la Politique Nationale, c'est-à-dire la protection.

Les Libéraux, eux, guidés par ce Canadien-français, par ce parfait gentleman, par cet homme intègre, par ce patriote dévoué qui a nom Laurier, sont pour la liberté du commerce entre le Canada et les États-Unis, pour la réciprocité illimitée entre les deux pays.

Les électeurs ont donc à se prononcer entre ces deux systèmes.

Selon qu'ils rendront leur verdict, le Canada continuera à subir cette protection, profitable à un si petit nombre d'entre nous, ou bénéficiera de tous les avantages qui résultent d'un commerce libre entre deux pays qui se touchent et qui "sont exactement dans les mêmes conditions économiques."

Avant d'émettre leur vote, les électeurs doivent être bien pénétrés de la gravité de l'heure présente; ils doivent soigneusement étudier les deux systèmes en présence, en peser le pour et le contre, en voir clairement les résultats, ne se décider que si leur conviction est bien formée, et avoir le patriotisme de sacrifier leur intérêt personnel à l'intérêt général.

Les questions qui vont être résolues par le grand verdict du 5 mars sont avant tout et pardessus tout des questions

d'intérêt général, et la fortune de notre pays dépend entièrement de leur solution.

La protection, telle que la comprend et que l'exerce le gouvernement de sir John, a fait ses preuves.

C'est elle qui est la cause de cette émigration sans cesse croissante de nos compatriotes aux États-Unis, où ils se trouvent aujourd'hui plus d'un million; c'est grâce à elle que le consommateur paye fort cher des produits manufacturés de mauvaise qualité et mal faits; c'est elle qui a fait faire des fortunes si considérables à quelques manufacturiers, au détriment de ceux qui sont obligés de s'approvisionner de leurs produits.

Les résultats fâcheux de cette fautive Politique Nationale sont si évidents, que le gouvernement se présente devant le peuple avec un programme de réciprocité limitée à certains de nos produits. Mais c'est là une rouerie cousue de fil blanc, un véritable trompe-l'œil, qui ne prendra que ceux qui veulent se laisser prendre, car tout le monde sait que le gouvernement des États-Unis a formellement déclaré qu'il ne ferait de traité avec le Canada que pour l'établissement d'une réciprocité illimitée. Donc, si sir John garde le pouvoir, la protection restera telle qu'elle est aujourd'hui. C'est un fait dont les électeurs doivent être bien convaincus, à eux de voir s'ils sont satisfaits de cette protection.

La réciprocité illimitée que veut nous donner le parti libéral aura de grands avantages pour notre pays, qui est essentiellement un pays agricole, et dont les produits de l'agriculture ont une valeur bien supérieure à celle des produits industriels.

Mais pour que notre agriculture soit prospère, il lui faut un marché avantageux pour l'écoulement du surplus de ses produits que ne peut absorber la consommation intérieure.

Ce marché, nos agriculteurs l'avaient trouvé jusqu'en octobre dernier aux États-Unis, auxquels ils ont vendu en 1889 pour près de treize millions et demi. Aujourd'hui, par suite du bill McKinley, ce marché nous est presque com-